

Conjonct'AUURA

TPE-PME



Edito

Les entrepreneurs d'Auvergne-Rhône-Alpes ont continué à développer leurs affaires au cours d'un 1^{er} semestre qui n'a pas été sans difficultés. Mais aujourd'hui, l'écart grandit entre les résultats mesurés de l'activité, qui restent bons dans de nombreux secteurs, et les angoisses des chefs d'entreprises confrontés à un environnement qui se complique encore en cette fin d'été : tensions inflationnistes qui pèsent sur les marges, choc énergétique, poursuite des problèmes d'approvisionnement, difficultés de recrutement, remontée des taux d'intérêt...

Dans ce contexte, les CCI, en partenariat avec l'Etat et la Région, sont plus que jamais au côté des entreprises, et notamment des TPE-PME, pour les accompagner dans le domaine de la sobriété énergétique, pour soutenir les mesures nationales et européennes exceptionnelles contre l'envolée des prix, pour faciliter les décisions d'investissements et pour favoriser le sourcing de proximité.

Enfin nous sommes pleinement engagés dans la recherche de solutions aux difficultés de recrutement. Dans un climat des affaires qui se fragilise, notre devoir est de lutter contre tous les freins qui pourraient affecter l'activité économique.

Philippe GUERAND

Une rentrée dans l'inquiétude

Bien qu'un peu moins favorable que celui de l'année 2021, le bilan de l'activité des TPE-PME régionales au 1^{er} semestre est toutefois positif, avec 46 % des entreprises en hausse de chiffre d'affaires et 28 % en stabilité. Pour autant, le semestre n'a pas été de tout repos pour les entreprises, avec les dernières vagues Covid et l'invasion de l'Ukraine qui provoque un choc énergétique et a exacerbé les tensions inflationnistes.

59 % des entreprises se disent ainsi freinées dans leur développement par la hausse des prix et les effets sur les marges apparaissent. Par ailleurs, les difficultés de recrutement s'amplifient encore, touchant maintenant tous les secteurs et une majorité des entreprises.

Les perspectives d'activité pour le 2^e semestre apparaissent différenciées selon les secteurs et les entreprises, étant notamment moins favorables pour les TPE. Globalement, les prévisions pour l'emploi restent bien orientées. Celles en matière d'investissement sont plus mitigées.

On constate une remontée du manque de confiance dans la situation économique générale, compte tenu de la pression de l'inflation, des risques sur l'énergie et de la situation géopolitique. 46 % des TPE-PME considèrent par ailleurs que le risque de défaillance d'entreprise est élevé dans leur environnement économique.



SOMMAIRE

L'ESSENTIEL	1
L'ACTIVITE / Bilan du 1 ^{er} semestre.....	2
L'ACTIVITE / Perspectives	3
L'ACTIVITE / Leviers et freins	4
L'INVESTISSEMENT ET L'EMPLOI	5
LE CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL .	6

LE CHIFFRE MARQUANT :
58 % des TPE-PME ne sont pas confiantes dans la situation économique générale (+ 22 points en 6 mois)



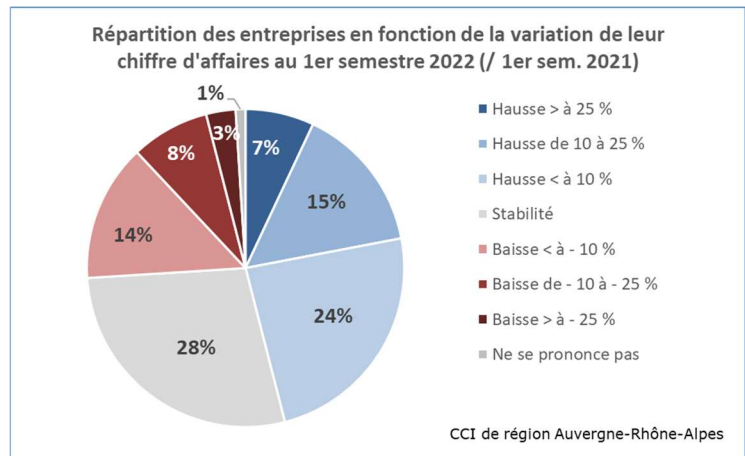
L'ACTIVITÉ / Bilan du 1^{er} semestre

Hausse du chiffre d'affaires pour 46 % des TPE-PME malgré un contexte difficile

Si à la différence du bilan de 2021, il n'y a pas une majorité de TPE-PME qui a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2022, ce sont **tout de même 46 % des entreprises qui sont dans cette situation**. Plus d'un quart des TPE-PME ont réalisé un CA équivalent à celui du 1^{er} semestre 2021 et seulement un quart annoncent une baisse.

Les entreprises ayant enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires se partagent quasiment à égalité entre celles pour lesquelles la variation est inférieure à 10 % et celles pour lesquelles elle est supérieure.

Ce bilan apparaît d'autant plus favorable que ce semestre a été perturbé, en début d'année, par une nouvelle vague Covid et qu'il a surtout été marqué par l'invasion de l'Ukraine, avec le choc énergétique et le renforcement des hausses de prix qui en ont résulté.



Malgré ce contexte inflationniste, les **¾ des TPE-PME ayant réalisé une hausse de chiffre d'affaires déclarent que cette progression est principalement liée à une hausse de leur volume de vente**.

Par activité, on constate que dans le commerce de gros, l'industrie ainsi que pour les entreprises exportatrices, une majorité des répondants déclare une hausse de chiffre d'affaires. C'est aussi le cas dans l'hébergement/restauration qui a retrouvé une situation plus porteuse après l'épreuve du Covid.

Dans le tertiaire supérieur hors numérique, le transport logistique et le commerce de détail, c'est un peu plus de 40 % des entreprises dont le CA a progressé.

Dans le BTP, c'est la part des entreprises en stabilité de chiffre d'affaires qui est la plus importante.

En juillet, lors de la réalisation de l'enquête, « **seulement** » **19 % des TPE-PME disaient être freinées dans leur développement par un manque de vigueur de l'activité**. C'est le niveau le plus bas enregistré depuis 2017. Ce frein, qui a souvent été au 1^{er} rang, n'est plus qu'au 4^e. Mais il est vrai que les entreprises font face à plusieurs autres difficultés (voir page 4).

Le 1^{er} semestre 2022 n'a en effet pas été de tout repos pour les entreprises entre les conséquences des derniers épisodes Covid, les problèmes récurrents de recrutement et les difficultés d'approvisionnement.

20 % des TPE-PME disent avoir renoncé en tout ou partie à des investissements au cours de ce semestre. Fréquemment, cette situation a été causée par les problèmes d'approvisionnement (arrêts de chantier ou retards de livraison).

Comme cela avait déjà été le cas en janvier, on enregistre une **légère progression des difficultés de trésorerie**. En juillet, 22 % des TPE-PME déclarent faire face à une situation de trésorerie difficile. C'est 3 points de plus qu'en janvier. Pour cet indicateur, on reste toutefois à un niveau en-dessous de ceux enregistrés entre 2017 et 2020.

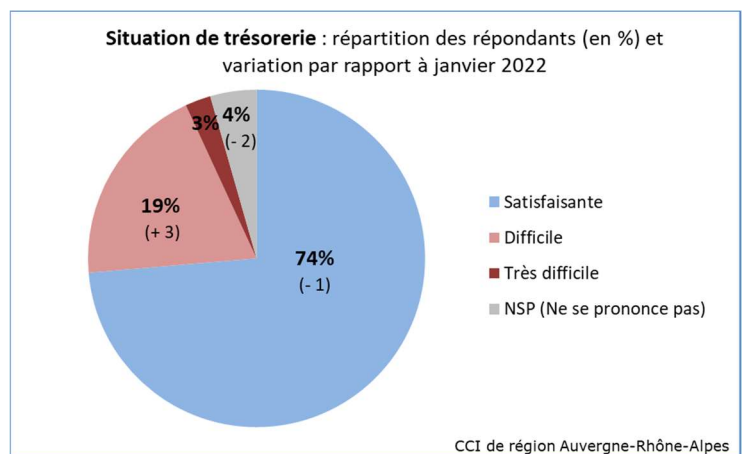
Pour la moitié des entreprises en difficulté de trésorerie, l'insuffisance du chiffre d'affaires est l'une des causes de la situation. Mais pratiquement la **même proportion des entreprises cite un problème de marge** dans le contexte de montée des prix des intrants.

L'allongement des délais de règlement des clients et les impayés sont par ailleurs des causes de difficultés plus fréquemment évoquées.

Par ailleurs, une entreprise sur cinq en difficulté de trésorerie évoque la **nécessité d'augmenter les stocks** dans le contexte de tension des approvisionnements.

Les problèmes de financement liés à la croissance de l'activité sont en revanche moins fréquents.

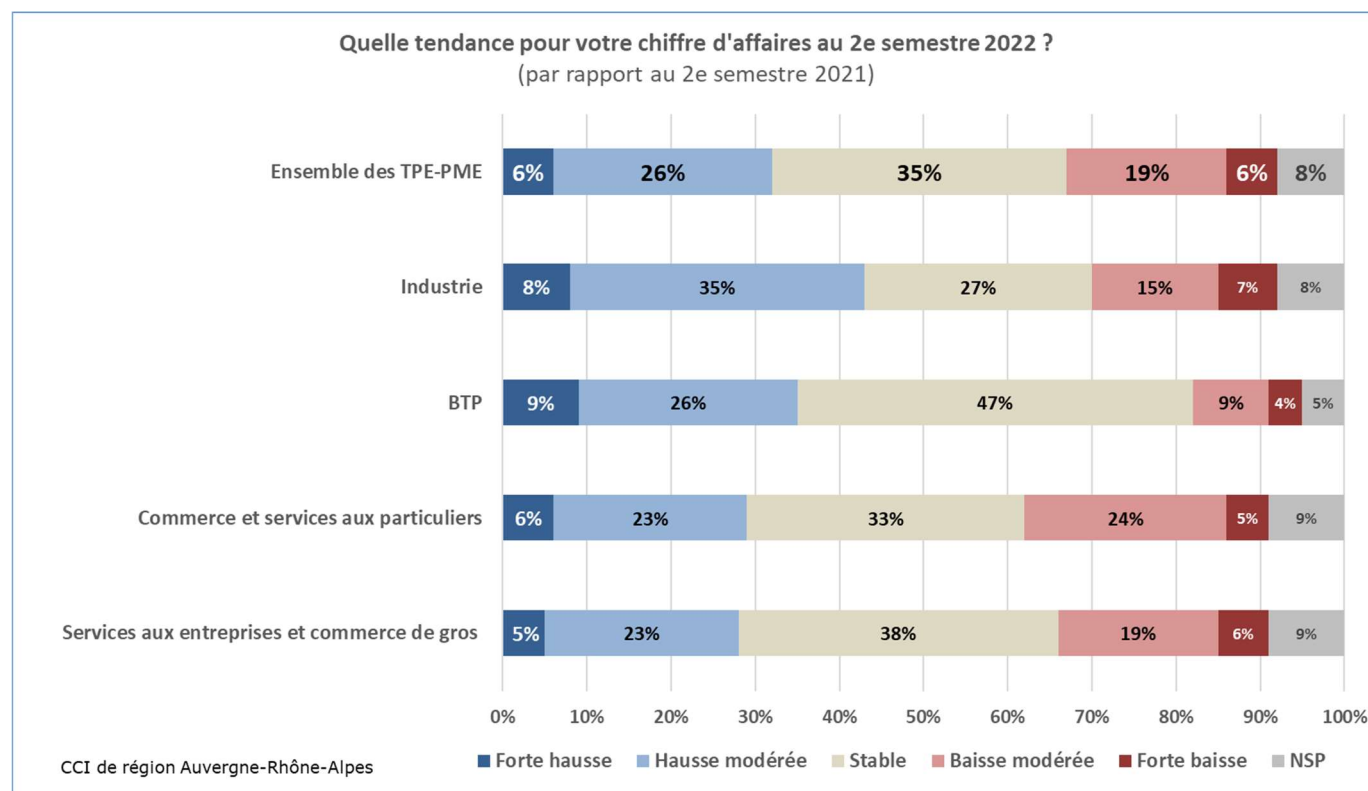
Quelques entreprises signalent aussi la problématique du remboursement de leur PGE.





L'ACTIVITÉ / Perspectives

Des perspectives personnelles d'activité qui restent différenciées



Les perspectives personnelles d'activité des TPE-PME pour le 2^e semestre apparaissent différenciées, **se partageant entre stabilité, hausse et baisse**. Mais on peut constater que c'était déjà le cas en janvier dernier, pour les perspectives du 1^{er} semestre, même s'il y avait un peu moins d'entreprises s'attendant à une baisse de chiffre d'affaires. Le **solde global entre « la part des entreprises en hausse » et la « part des entreprises en baisse » reste positif à + 7**.

A l'exception de **l'industrie**, qui apparaît comme le **secteur le plus confiant**, c'est la part des entreprises qui s'attendent à une stabilité du chiffre d'affaires qui l'emporte. C'est notamment le cas dans le BTP, avec près de la moitié des entreprises qui sont dans ce cas. Le solde « part des entreprises en hausse de CA » - « part des entreprises en baisse » est positif **dans l'industrie (+ 21), le BTP (+ 22) et pour l'hébergement-restauration (+ 27)** pour lequel la poursuite du redressement semble donc attendue. Le solde est aussi très favorable pour les **entreprises exportatrices (+ 26)**, même si les perspectives sont plus favorables pour leur CA global que pour leur seul CA export.

Pour le tertiaire tourné vers les particuliers, malgré le redressement dans le tourisme, les perspectives sont globalement très partagées, avec des parts plus nombreuses d'entreprises qui s'attendent à une baisse de chiffre d'affaires dans le commerce de détail et l'immobilier. Le solde est ainsi globalement à zéro. On peut noter toutefois que ce solde était négatif à - 9 il y a six mois.

La situation semble en revanche se dégrader dans le tertiaire tourné vers les entreprises, avec un solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » qui passe de + 13 à tout juste l'équilibre (+ 1) en six mois. Si le numérique demeure bien orienté, **les autres activités du tertiaire supérieur et le commerce de gros apparaissent moins confiants**, avec une progression de la part des entreprises qui s'attendent à une baisse de leur chiffre d'affaires. Un tiers des répondants du tertiaire supérieur hors numérique exprime cette prévision.

Globalement, en termes de taille d'entreprises, on note des écarts sensibles dans les prévisions. Les **TPE de moins de 10 salariés sont moins confiantes**. La plus grande part (39 %) s'attend à la stabilité mais le solde « part des entreprises en hausse » - « part en baisse » s'établit à - 10. En revanche, il est de + 13 pour les PME comptant de 10 à 49 salariés et de + 23 pour les PME de 50 salariés et plus.



L'ACTIVITÉ / Leviers et freins

La hausse des prix et les difficultés de recrutement, préoccupations majeures

La hausse des prix de l'énergie et de nombreux intrants constitue un frein au développement pour une large majorité des TPE-PME (59 %). La proportion dépasse les trois quarts dans le BTP, l'industrie et le transport/logistique. Dans ce contexte, l'insuffisance de rentabilité n'apparaît qu'au 6^e rang des freins au développement, mais il est néanmoins en progression de 5 points en six mois. C'est aussi dans le BTP, l'industrie et le transport-logistique qu'il est le plus fréquemment cité (au moins 20 % des entreprises).

17 % des TPE-PME se disent par ailleurs freinées dans leur développement par la hausse des salaires. C'est dans le transport/logistique que la difficulté est la plus fréquente.

Globalement, tous secteurs confondus, 38 % des TPE-PME s'attendent à une baisse de leur marge en 2022, la proportion étant la plus forte dans le commerce de gros, l'immobilier et le tertiaire supérieur hors numérique.

Les difficultés de recrutement progressent encore (+ 4 points en six mois) pour toucher maintenant une majorité des TPE-PME, avec les plus hauts niveaux dans le transport, le BTP, l'industrie, le numérique et le tourisme. Plusieurs entreprises expriment leur exaspération à ce sujet et en appellent à des mesures d'Etat pour renforcer l'incitation au travail.

Un dirigeant d'une PME de la métallurgie déclare ainsi « du travail, pas de composants et pas de personnel, ras la casquette de chercher des solutions en permanence pour pouvoir travailler, avec comme résultat payer et être prélevé quel que soit le contexte ».

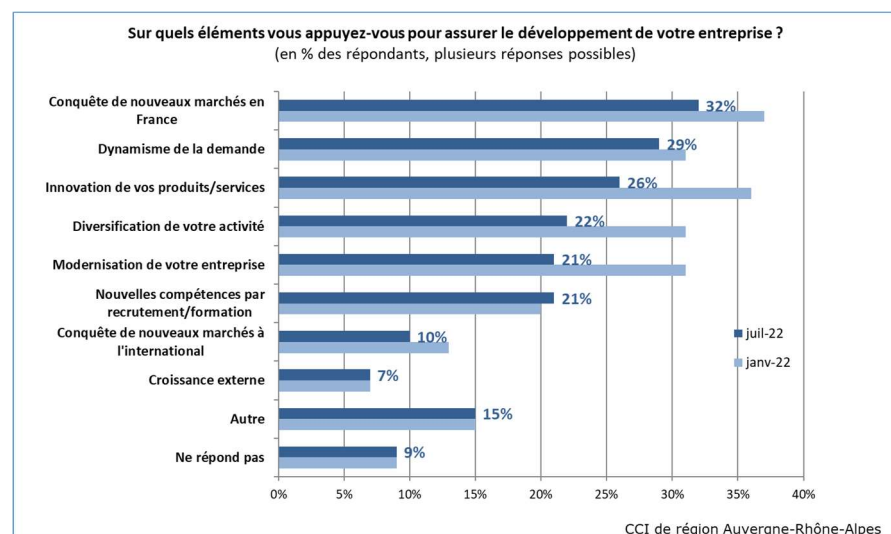
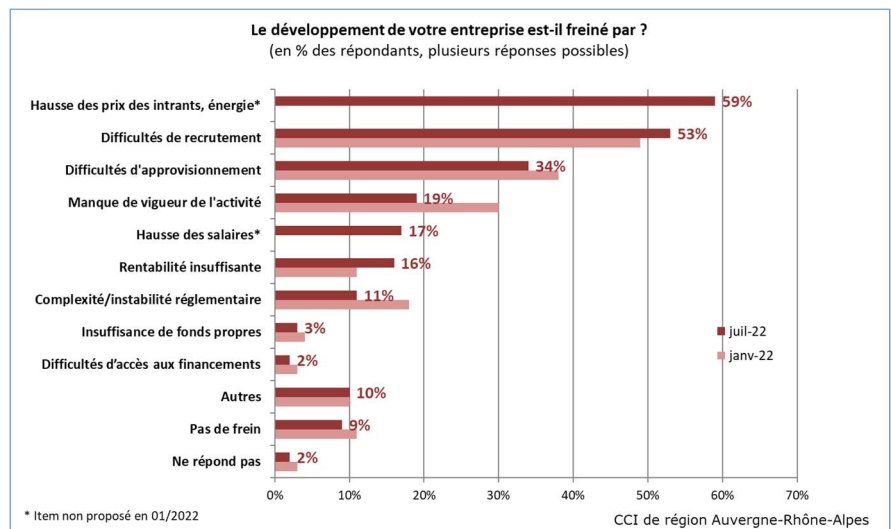
A 34 %, soit - 4 points en six mois, les difficultés d'approvisionnement sont en léger repli mais elles touchent la moitié des entreprises exportatrices, de l'industrie et des grossistes. La majorité des entreprises concernées prévoit des difficultés au moins jusqu'en 2023.

En matière de leviers de développement, on constate que la quasi-totalité de ces derniers semblent moins cités en juillet qu'en janvier par les TPE-PME à l'exception de la recherche de nouvelles compétences, ce qui confirme l'enjeu de la ressource humaine.

La forte incertitude actuelle semble réduire les projets de diversification et de modernisation. La part des entreprises qui disent innover recule également sensiblement (- 10 points).

Il y a toujours 7 % des TPE-PME qui disent miser sur des projets de croissance externe.

La conquête de marchés à l'international apparaît en repli mais, pour les entreprises exportatrices, cela reste le levier de développement le plus fréquent (cité par la moitié des entreprises).

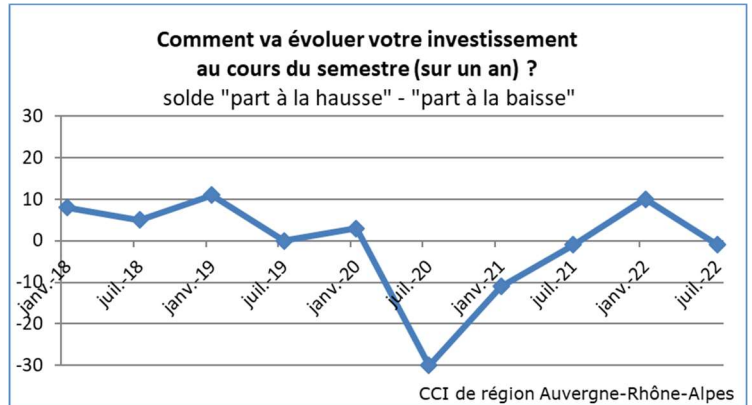




L'INVESTISSEMENT

54 % des TPE-PME prévoient le même niveau d'investissement au 2^e semestre que pour la même période de 2021. Pour les autres entreprises, celles qui prévoient une baisse sont plus nombreuses (+ 8 points en six mois) et celles qui prévoient une hausse le sont moins, et ce pour les différents secteurs à l'exception du BTP. Globalement, le solde « part en hausse » - « part en baisse » retombe ainsi à - 1 comme en juillet 2021.

Interrogées sur les éléments qui pourraient les amener à revoir leurs projets d'investissement pour les prochains mois, les entreprises évoquent encore le **risque de retards dans les livraisons d'équipements/matériaux** et, plus encore, une **conjoncture moins favorable** que celle à laquelle elles s'attendent.



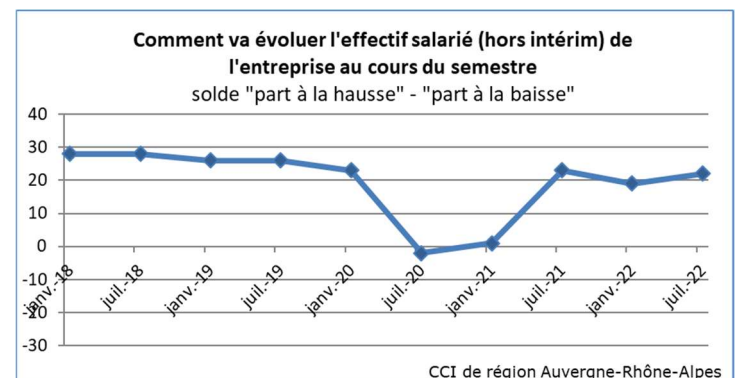
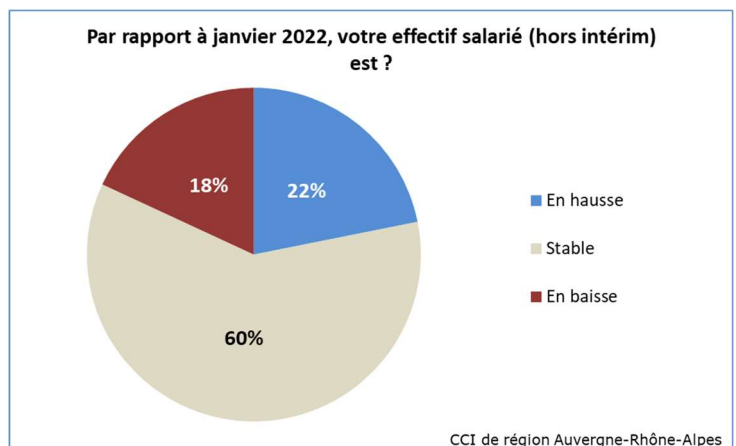
L'EMPLOI

Toujours bien orienté

Au cours du 1^{er} semestre, la tendance de l'emploi a poursuivi sur la lancée de 2021. L'effectif salarié a été stable pour 60 % des entreprises et quand il y a eu évolution de cet effectif, c'est **plus fréquemment à la hausse qu'à la baisse**. Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » s'établit ainsi à + 4. Ce dernier est moins important que selon les perspectives annoncées, ce qui peut être mis en relation avec le niveau des difficultés de recrutement. L'industrie, le tertiaire supérieur et l'hébergement-restauration sont les secteurs ayant le plus progressé, ainsi que, en termes de taille, les PME d'au moins 50 salariés. Le bilan est en revanche défavorable dans le commerce de détail.

Pour le 2^e semestre, l'orientation reste favorable, avec un **solde « part à la hausse » - « part à la baisse » nettement positif**, à un niveau un peu inférieur à la situation de 2018-2019. Globalement, il y a plus de mouvements annoncés en termes de variation des effectifs. 30 % des TPE-PME prévoient ainsi d'accroître leur effectif, soit un niveau élevé, en progression de 6 points en six mois. Mais la part des entreprises qui prévoient de baisser leur effectif progresse aussi de 3 points.

Le solde « part en hausse » - « part en baisse » s'accroît dans le transport/logistique, le numérique et le BTP. Il perd en revanche quelques points dans l'industrie, le commerce de gros et le tertiaire supérieur (hors numérique), avec un plus bas atteint pour ce dernier secteur depuis 2017.



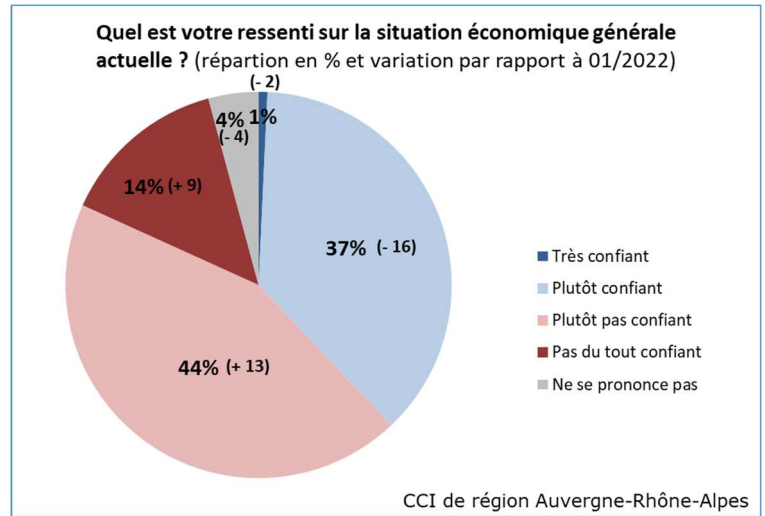


LE CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL

Remontée du pessimisme quant à la situation économique générale

Si les perspectives personnelles des TPE-PME résistent plutôt, l'enquête de juillet enregistre en revanche une nette remontée du pessimisme sur la situation économique générale, dans le contexte inflationniste, avec le choc des prix de l'énergie, le conflit en Ukraine et des confinements qui se poursuivent en Chine. De nouveau, une **majorité (58 %) des TPE-PME régionales ne sont pas confiantes dans la situation économique** générale (+ 22 points en six mois). La progression concerne tous les secteurs, avec un niveau de défiance au plus haut dans le commerce. Dans l'industrie et pour les entreprises exportatrices, il reste inférieur à 50 %.

Ce niveau de défiance demeure toutefois en deçà de celui atteint lors du pic de la crise Covid. Et il n'est que de peu supérieur à celui atteint en 2016.



Autre signe de cette montée des préoccupations, **46 % des TPE-PME pensent que le risque de défaillances d'entreprises est élevé dans leur environnement économique** pour les prochains mois alors que 43 % pensent qu'il ne l'est pas et que 11 % ne se prononcent pas.

Dans leurs commentaires libres sur leurs attentes à l'égard des pouvoirs publics, dans le contexte difficile de cette rentrée, de nombreuses TPE-PME soulignent de nouveau leurs **attentes fortes de mesures pour encourager à travailler**. Comme cela a été évoqué plus haut dans la note, alors que les problèmes d'approvisionnement et le choc énergétique agissent déjà comme des freins à la production, il y a une exaspération de voir que la pénurie de ressources humaines peut conduire à la réduction de l'activité, alors que la demande est là.

Concernant les tensions inflationnistes, pour éviter les pertes de pouvoir d'achat des ménages, de nombreux chefs d'entreprise plaident pour **aller plus loin dans la réduction des charges**, afin de pouvoir faire progresser les salaires sans obérer des marges déjà sous forte pression. Certains répondants questionnent également sur des **hausse de tarifs qui ne paraissent pas justifiées économiquement** et d'autres s'inquiètent des **effets sur la population du martèlement par les médias de la problématique des hausses de prix**.



MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés sont issus d'une enquête semestrielle réalisée du 1^{er} au 29 juillet 2022 par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes auprès d'un panel d'entreprises représentatives du tissu régional de TPE-PME de l'industrie, du BTP, du commerce et des services. 406 réponses ont été exploitées. Le traitement et l'analyse des réponses sont effectués par la direction Etudes et Information Economique de la CCI de région.

Cette analyse de la conjoncture régionale pour les TPE-PME est possible grâce à la participation volontaire d'entreprises aux enquêtes semestrielles. Si votre entreprise est disposée à contribuer à ces enquêtes pour donner votre perception du climat des affaires et exprimer vos attentes, nous vous remercions de contacter :

T. 04 72 11 43 53 - p.berat@auvergne-rhone-alpes.cci.fr



Retrouvez toute l'information économique des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes sur :

www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

/rubrique Economie et Territoire